

## EUROBAROMETRE 74

L'opinion publique dans l'Union européenne

# LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Terrain : novembre 2010

Publication : 12 janvier 2011

(Conférence 'Semestre européen')

Sondage commandité et coordonné par la Direction générale Communication  
(Unité « Recherche et Speechwriting »).

[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.  
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.



# **Eurobaromètre Standard 74 Automne 2010**

**L'opinion publique dans l'Union européenne**

**Etude réalisée par TNS Opinion & Social à la  
demande de la Commission européenne –  
Direction générale Communication**

**Coordonnée par la Commission européenne -  
Direction générale Communication**

**TNS Opinion & Social**  
Avenue Herrmann Debroux 40  
1160 Bruxelles  
Belgique



## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
<b>1. LES EUROPEENS ET LA CRISE .....</b>	<b>10</b>
1.1 La crise économique : a-t-elle « atteint son apogée » ou « le pire est-il encore à venir » ? .....	10
1.2 Le rôle des différents acteurs dans la gestion de la crise .....	13
1.3 Mesures destinées à combattre la crise .....	14
1.4 Réforme des marchés financiers mondiaux.....	16
1.5 Les acteurs les mieux placés pour réformer et réguler le marché financier mondial ; le rôle de l'UE dans le développement de nouvelles règles visant à réformer le marché financier mondial ....	18
1.6 Les différents acteurs ont-ils agi de manière efficace pour combattre la crise ? .....	20
<b>2. EUROPE 2020 .....</b>	<b>22</b>
2.1 Priorités dans le cadre des initiatives phares de la stratégie Europe 2020 .....	22
2.2 Opinions sur les objectifs de la stratégie Europe 2020.....	29
2.3 L'Union va-t-elle dans la bonne direction ? .....	32
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>33</b>
<b>SPECIFICATIONS TECHNIQUES .....</b>	<b>35</b>



## Introduction

Ce rapport présente les premiers résultats de l'Eurobaromètre Standard vague 74 qui été réalisée entre la mi-novembre et le début du mois de décembre 2010<sup>1</sup>; dans 32 pays ou territoires : les 27 Etats membres de l'Union européenne, quatre pays candidats<sup>2</sup> (la Croatie, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie et l'Islande), ainsi qu'auprès de la Communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

Dans un premier temps, ce rapport présente, sous le titre « Gouvernance économique dans l'Union européenne », une sélection de questions se rapportant à la crise financière et économique que nous traversons actuellement, aux mesures de gouvernance qui doivent être adoptées afin de sortir de la crise, d'améliorer la gouvernance des marchés financiers et la perception du rôle des divers acteurs mondiaux. Puis, dans une seconde partie, ce rapport examine la stratégie 'Europe 2020' visant à renouer avec la croissance économique dans une perspective à moyen terme. Ce rapport est publié à l'occasion d'une conférence majeure organisée par la Commission européenne<sup>3</sup> sur le thème de la gouvernance économique dans l'Union européenne.

Cette nouvelle enquête montre notamment une augmentation significative du nombre de citoyens qui ont le sentiment que l'impact de la crise sur l'emploi en est à son apogée, opinion partagée par la majorité des personnes interrogées dans 13 des 27 pays sondés. Cette évolution s'inscrit dans la lignée des statistiques officielles les plus récentes.

En novembre 2010, lorsque cette enquête a été réalisée, les signes de la reprise économique se précisaient : la croissance dans l'UE27 était en légère hausse par rapport au trimestre précédent (+0.4 points), progression qui atteint même +2.1 points<sup>4</sup> lorsqu'on observe l'évolution sur une période d'un an. Dans le même temps, si le chômage a légèrement progressé dans l'Union européenne<sup>5</sup> (+0.2 points depuis octobre 2009), il a sensiblement reculé dans certains pays : c'est notamment le cas en Allemagne, en Finlande, en Suède, et à Malte, avec des baisses de -0.5 points ou plus depuis octobre 2009.

Cependant, au moment où certains pays sortent de la crise, d'autres s'y enfoncent : c'est notamment le cas de l'Irlande qui, au moment des interviews, fait face à une grave crise de son système bancaire. Le 21 novembre, le gouvernement irlandais a finalement demandé le soutien de l'Union européenne et du Fonds monétaire international, via le fonds de stabilisation.

---

<sup>1</sup> Veuillez consulter les spécifications techniques pour les dates exactes des interviews dans chaque pays.

<sup>2</sup> Le Monténégro est également candidat à l'accession depuis décembre 2010

<sup>3</sup> Conférence "Towards integrated economic governance in the EU: The European Semester", Bruxelles 12 janvier 2011, organisée par le bureau des conseillers de politique européenne (BEPA) et la DG Affaires économiques et financières.

<sup>4</sup> [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_PUBLIC/2-12112010-BP/EN/2-12112010-BP-EN.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/2-12112010-BP/EN/2-12112010-BP-EN.PDF)

<sup>5</sup> [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_PUBLIC/3-30112010-BP/EN/3-30112010-BP-EN.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-30112010-BP/EN/3-30112010-BP-EN.PDF)

Les différents Etats membres sont donc dans des situations économiques très différentes ; avec d'un côté, les pays qui donnent déjà des signes de reprise économique, et de l'autre, des Etats membres pour lesquels le pire semble encore à venir.

Malgré ces divergences, la plupart des pays s'accordent à dire que l'Union européenne doit jouer un rôle majeur dans la résolution de la crise, et dans la réforme du système financier mondial.

Ce rapport, qui est plus particulièrement axé sur les résultats des 27 Etats membres de l'UE27, est divisé en deux parties. La première partie est consacrée à la crise et à sa perception par l'opinion publique européenne. Quant à la seconde partie, elle analyse le soutien du public en faveur de la stratégie Europe 2020 : comment évalue-t-il la faisabilité de ses objectifs et ses priorités dans le contexte des diverses initiatives phares définies au sein de cette stratégie.

\* \* \*

La méthodologie employée est celle des sondages Eurobaromètre de la Direction Générale Communication (Unité « Recherche et Speechwriting »). Une note technique relative aux interviews réalisées par les instituts membres du réseau TNS Opinion & Social est jointe en annexe de ce rapport. Elle mentionne également les modalités d'interview de même que les intervalles de confiance<sup>6</sup>.

*Le site Web d'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :*

*[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)*

*Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées à travers l'Union européenne qui ont pris le temps de participer à cette étude.*

*Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.*

---

<sup>6</sup> Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où le répondant a la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.



Dans le présent rapport, les pays sont représentés par leurs abréviations officielles qui sont :

#### ABREVIATIONS

UE27	Union Européenne – 27 Etats membres
NSP/SR	Ne sait pas / Pas de réponse
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
DK	Danemark
DE	Allemagne
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IE	Irlande
IT	Italie
CY	République de Chypre*
CY (tcc)	Zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre
LT	Lituanie
LV	Lettonie
LU	Luxembourg
HU	Hongrie
MT	Malte
NL	Les Pays-Bas
AT	Autriche
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
SE	Suède
UK	Le Royaume-Uni
HR	Croatie
TR	Turquie
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine**
IS	Islande

\* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seules les interviews réalisées dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont reprises dans la catégorie « CY » et comprises dans la moyenne de l'UE27. Les interviews réalisées dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont reprises dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : *Turkish Cypriot Community - Communauté chypriote turque*].

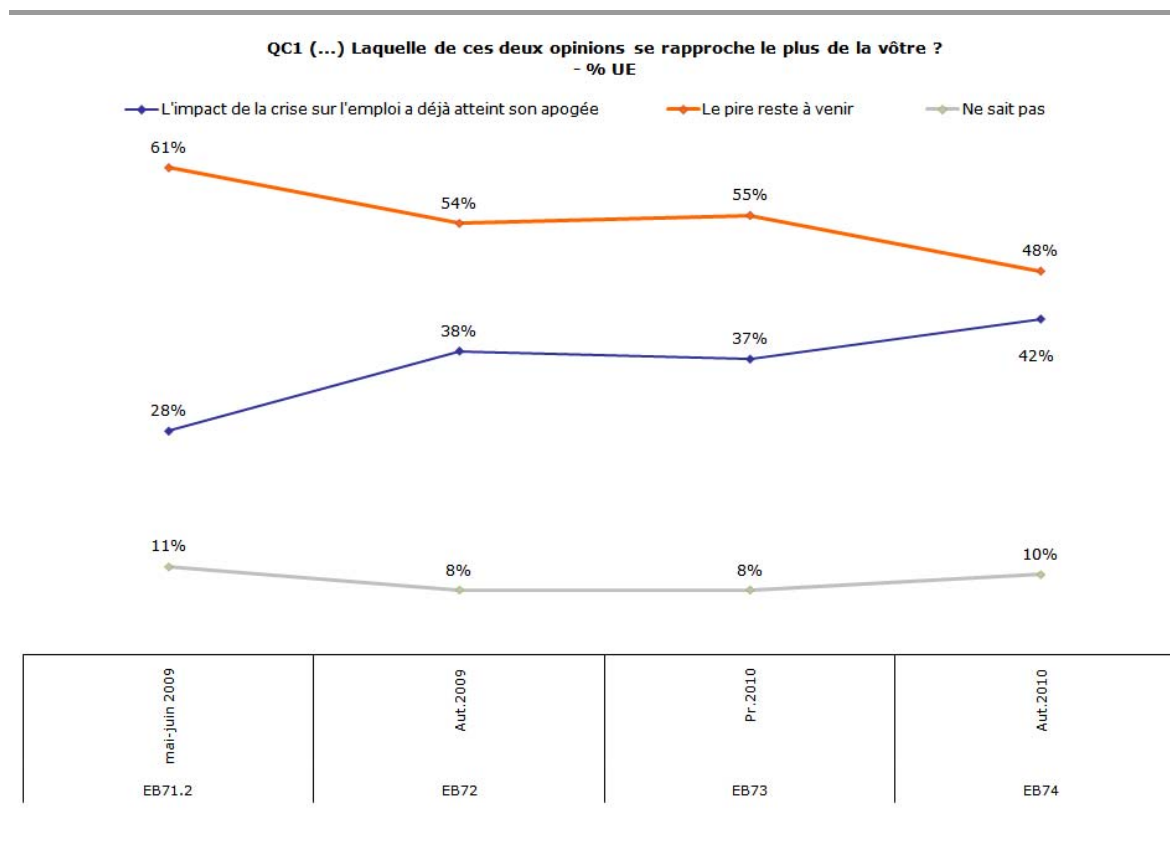
\*\* Abréviation provisoire ne préjugant pas la nomenclature définitive de ce pays, qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies.

## 1. LES EUROPEENS ET LA CRISE

### 1.1 La crise économique : a-t-elle « atteint son apogée » ou « le pire est-il encore à venir » ?

*- Le sentiment selon lequel la crise a atteint son apogée progresse, même s'il reste encore minoritaire -*

La crise économique n'est pas terminée et, en ce qui concerne l'impact de la crise sur le marché de l'emploi, une majorité d'Européens continuent de penser que le pire reste à venir<sup>7</sup> (48%). Ce sentiment a toutefois significativement reculé depuis le printemps 2010 (de 55%, -7 points), tandis que pendant la même période, l'opinion inverse (c'est-à-dire que la crise a atteint son apogée) a progressé (42%, +5 points).



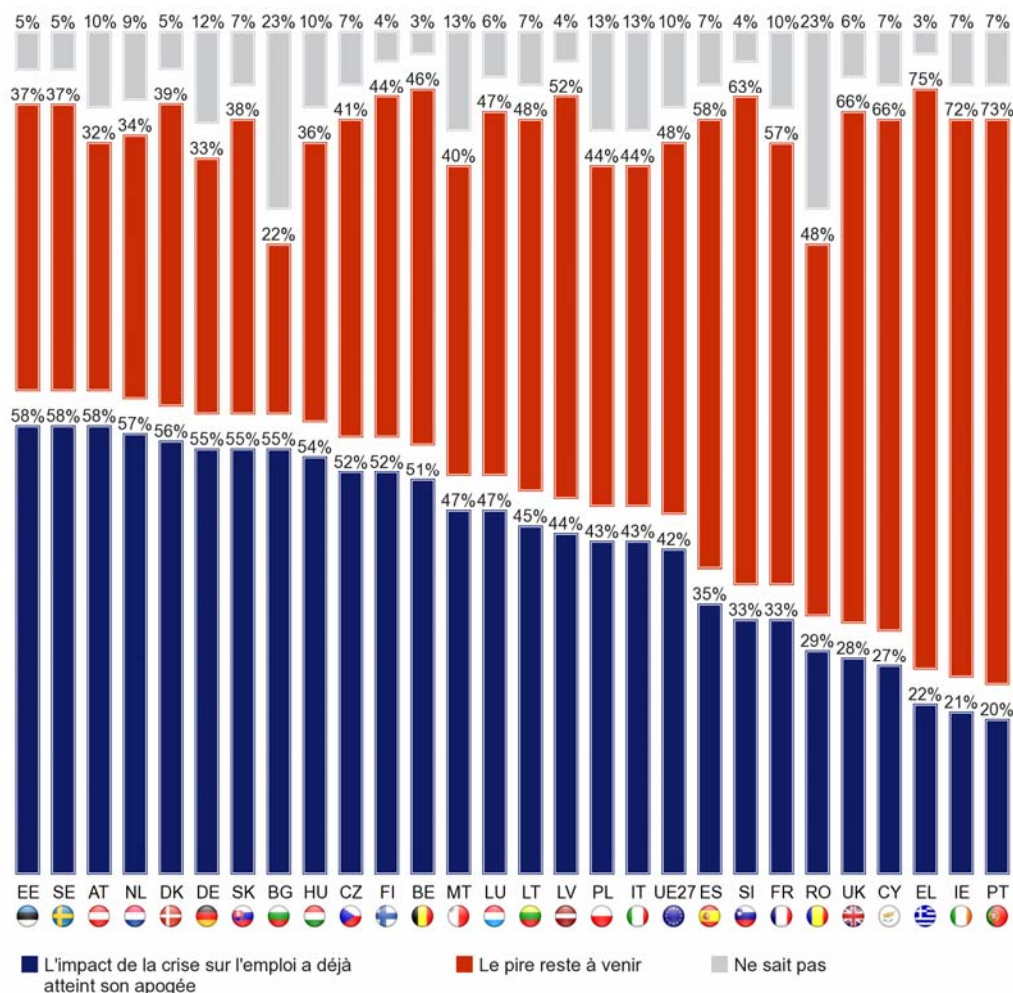
Si l'opinion publique européenne est assez partagée sur le sujet, les perceptions de la situation varient sensiblement d'un pays à l'autre. Dans 13 Etats, le sentiment selon lequel l'impact de la crise sur l'emploi a atteint son apogée est partagé par une majorité de répondants, tout particulièrement en Estonie, en Suède et en Autriche (58% dans les trois pays).

<sup>7</sup> QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

L'opinion inverse prédomine cependant dans 13 autres Etats membres, les répondants de Grèce (75%), du Portugal (73%) et d'Irlande (72%) étant les plus susceptibles d'exprimer cette opinion.

Au Luxembourg, l'opinion est divisée à parts égales (47% / 47%).

QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?



**Les opinions publiques évoluent dans deux directions différentes :** l'Allemagne (55% des répondants pensent que la crise a atteint son apogée, +24 points), le Luxembourg (47%, +21 points) et l'Autriche (58%, +17 points) connaissent un spectaculaire regain d'optimisme. Toutefois, dans d'autres Etats membres, la situation s'est détériorée depuis le printemps 2010, plus particulièrement en Irlande (21%, -14 points)<sup>8</sup> et au Royaume-Uni (28%, -11 points). Cette tendance s'observe dans l'ensemble des résultats du sondage. En effet, en Allemagne, en Autriche et au Luxembourg, la perception de la situation économique s'est nettement améliorée par rapport à il y a six mois, alors que l'Irlande et le Royaume-Uni affichent un regain de pessimisme.

<sup>8</sup> Durant la réalisation des interviews sur le terrain, l'Irlande a été frappée de plein fouet par une crise financière aiguë.

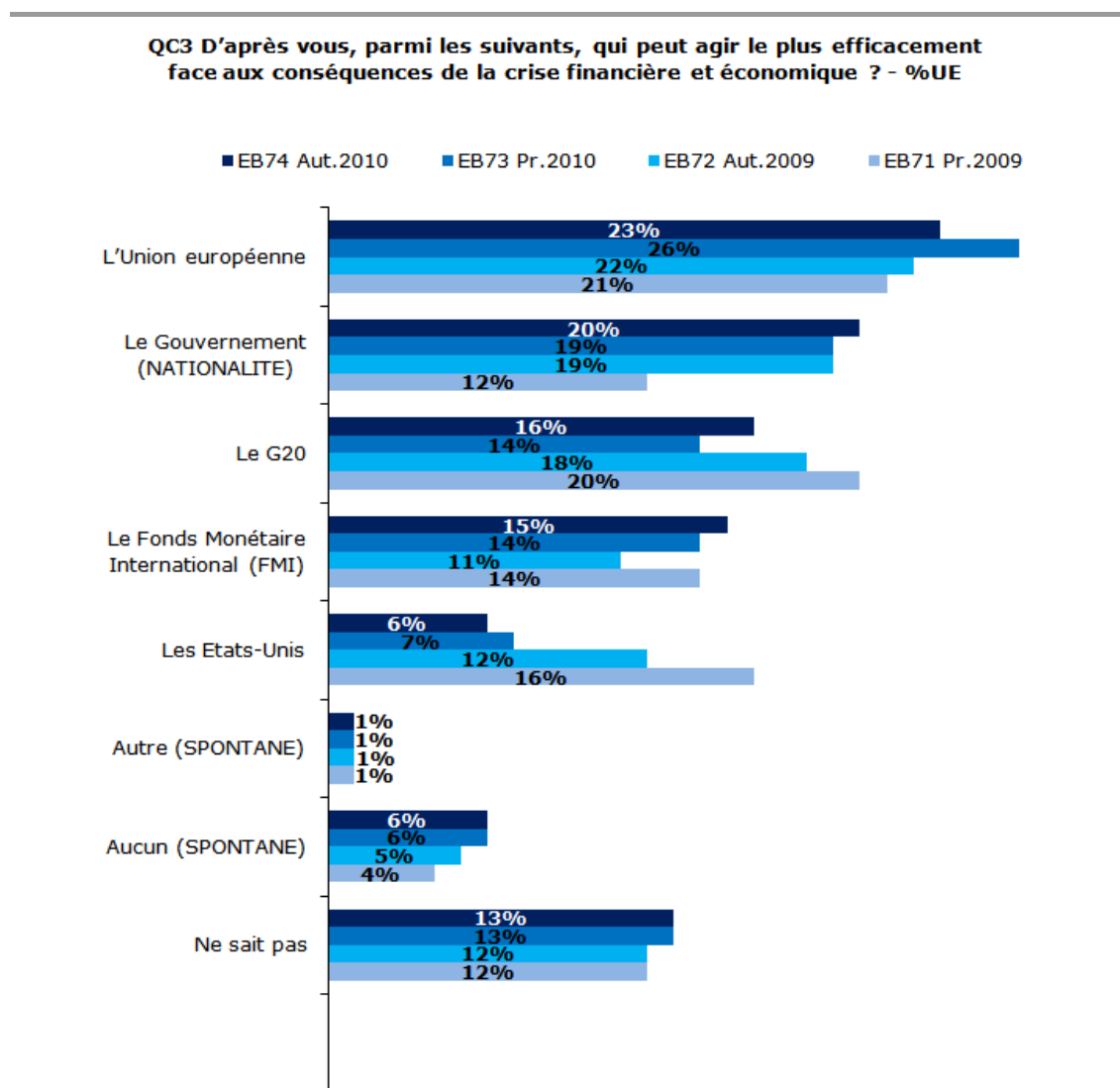
L'analyse sociodémographique met en exergue des perceptions particulièrement diverses de la crise parmi les différentes catégories sondées : une majorité d'interviewés appartenant aux catégories socio-économiques les plus favorisées considèrent que la crise est déjà à son apogée, opinion qui est minoritaire chez les catégories les plus vulnérables : 50% des cadres et 47% des employés sont de cet avis, contre 35% des chômeurs et 35% des personnes au foyer.

De même, 51% des Européens qui déclarent se situer dans le haut de l'échelle sociale sont optimistes, contre 32% de ceux qui disent se situer au bas de cette même échelle. Il en va de même pour les répondants qui n'éprouvent pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures (46%), contre 26% des Européens qui éprouvent des difficultés la plupart du temps.

## 1.2 Le rôle des différents acteurs dans la gestion de la crise

### - L'Union européenne est la mieux placée pour agir efficacement contre les effets de la crise -

Malgré un léger recul depuis le printemps 2010 (23%, -3 points), **l'opinion publique considère que l'Union européenne peut agir le plus efficacement contre les effets de la crise financière et économique**, suivie de près par les gouvernements nationaux (20%, +1). Le G20 (16%, +2) et le FMI (15%, +1) ont enregistré une légère progression. Depuis le printemps 2009, chaque fois que cette question est posée, l'UE se classe en tête des différents acteurs.



Les réponses données dans la zone euro varient quelque peu de celles des pays qui n'ont pas adopté la monnaie commune. Les répondants de la zone euro choisissent en premier lieu l'UE (25%), devant le FMI (17%), puis leur gouvernement national à égalité avec le G20 (16% dans les deux cas) ; tandis que les pays n'appartenant pas à la zone euro classent leur gouvernement national (26%) devant l'UE (21%).

L'opinion selon laquelle l'Union européenne peut agir le plus efficacement contre les effets de la crise financière et économique est exprimée par une majorité de répondants dans 18 Etats membres. Elle est le plus largement soutenue en Grèce (37%), en Bulgarie (36%) et en Pologne (35%).

Les personnes interrogées au Royaume-Uni, en Suède et en Roumanie ont le plus confiance dans leur gouvernement national (respectivement 40%, 34% et 29%). Le G20 est considéré comme l'acteur qui peut agir le plus efficacement contre les effets de la crise en République tchèque (37%), aux Pays-Bas (35%), en Hongrie (27%), en Lettonie (26%) et au Danemark (25%).

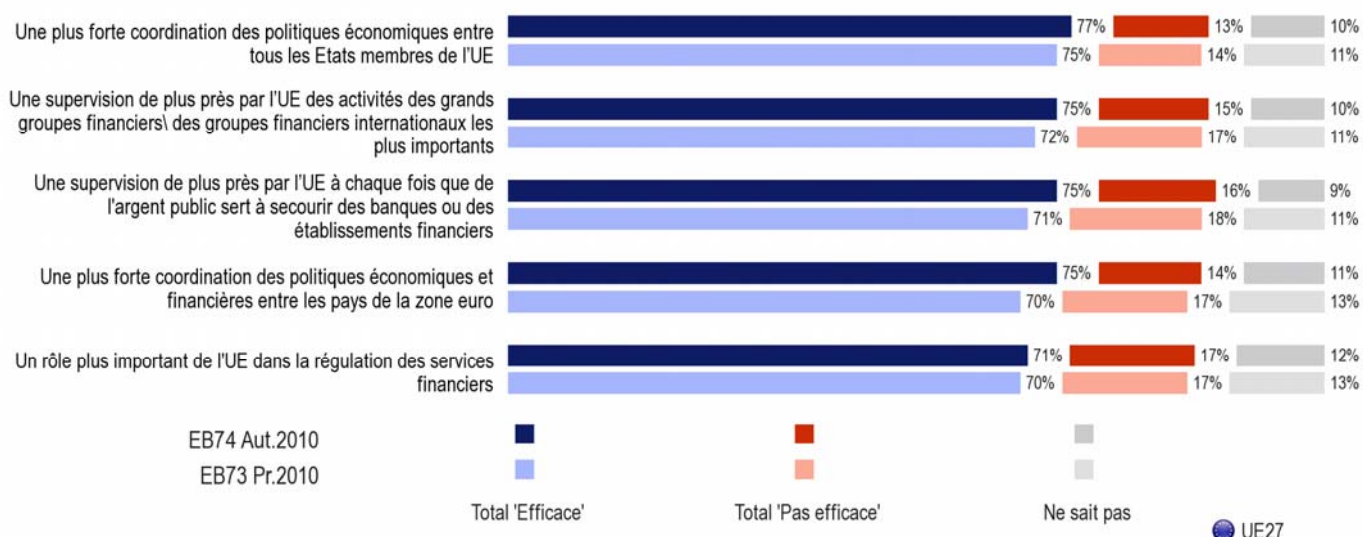
Enfin, les personnes interrogées en Finlande (36%) choisissent en premier lieu le FMI.

### 1.3 Mesures destinées à combattre la crise

**- Une plus forte coordination entre les Etats et un rôle accru de l'UE sont considérés comme des mesures efficaces pour combattre la crise -**

Dans la lignée de l'opinion selon laquelle l'UE peut agir le plus efficacement contre les effets de la crise, toutes les mesures proposées sont jugées efficaces par plus de sept Européens sur dix, ce qui représente une hausse par rapport au printemps 2010 et ce, pour l'ensemble des propositions.

QC7. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.



**La nécessité d'une coordination accrue entre les Etats membres**, au sein de l'UE (77%, +2 points depuis le printemps 2010) et de la zone euro (75%, +5 points)<sup>9</sup>, **est vigoureusement exprimée par les Européens** : ils semblent penser qu'une action indépendante au niveau national est insuffisante pour combattre la crise.

**En outre, une large majorité d'Européens estiment que l'Union européenne devrait jouer un rôle plus important pour combattre la crise.** D'une part, en supervisant de plus près les activités des banques et des établissements financiers (75%, +3 points), ainsi que la manière dont l'argent public est utilisé pour les secourir (75%, +4 points).

D'autre part, dans la régulation des services financiers : 71% des Européens considèrent qu'il serait efficace que l'Union européenne joue un rôle plus important à cet égard (+1 point).

**Le sentiment selon lequel les différentes mesures testées seraient efficaces est partagé par une majorité absolue de personnes interrogées dans tous les Etats membres**, mais l'analyse détaillée par pays révèle des différences d'intensité dans les réponses : la Slovaquie, la Belgique et Chypre se distinguent avec les taux d'efficacité perçue les plus importants. A l'inverse, les personnes interrogées au Royaume-Uni sont les moins enthousiastes, avec des réponses « efficaces » variant de 51% à 57% selon la mesure testée.

En termes d'évolution, le soutien envers les différentes mesures est en hausse dans de nombreux Etats membres, et notamment en Italie et au Portugal : dans ces deux pays, l'efficacité perçue de chacune des propositions testées augmente de manière significative (de 8 points ou plus) depuis le printemps 2010.

---

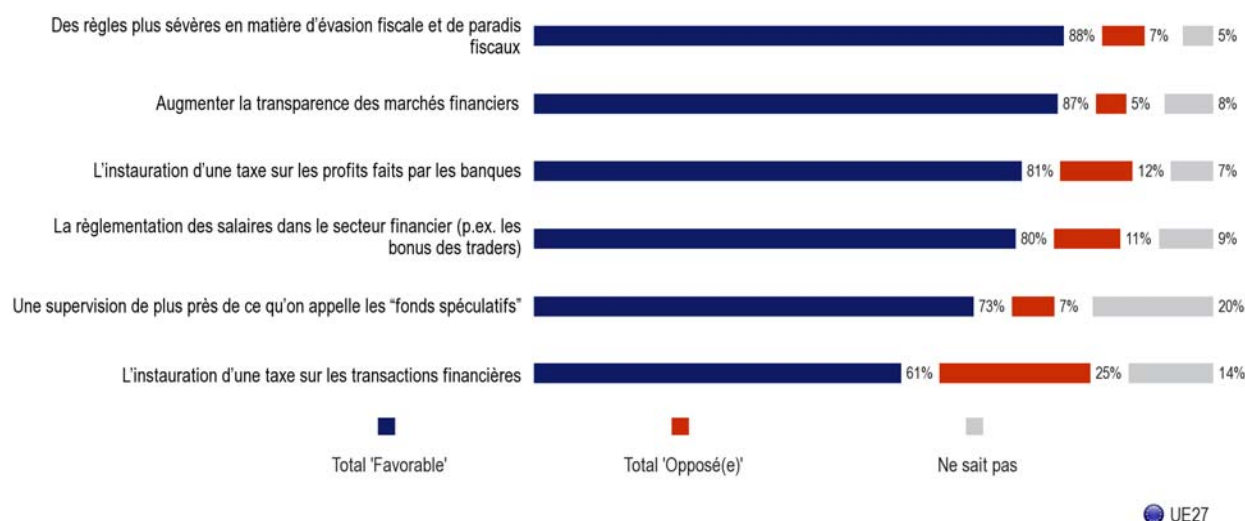
<sup>9</sup> QC7 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace ? 1. Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers 2. Une supervision de plus près par l'UE des activités des grands groupes financiers\ des groupes financiers internationaux les plus importants 3. Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE 4. Une supervision de plus près par l'UE à chaque fois que de l'argent public sert à secourir des banques ou des établissements financiers 5. Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro - 1) Très efficace 2) Assez efficace 3) Pas vraiment efficace 4) Pas du tout efficace

## 1.4 Réforme des marchés financiers mondiaux

### - Les Européens sont très favorables aux mesures visant à réformer les marchés financiers mondiaux... -

Les Européens se montrent très favorables envers les mesures que l'Union européenne pourrait adopter dans le but de réformer les marchés financiers mondiaux. Au moins huit personnes interrogées sur dix soutiennent quatre propositions en ce sens, à savoir **des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux**, **l'augmentation de la transparence des marchés financiers**, **l'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques** et **la réglementation des salaires dans le secteur financier (par exemple, les bonus des traders)**.

QC8. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'Union européenne devrait prendre.



Une proportion légèrement plus faible d'Européens sont en faveur d'une **supervision de plus près de ce qu'on appelle les « fonds spéculatifs »** (73%). L'opposition à cette proposition reste pourtant très marginale, avec 7% seulement des Européens n'y étant pas favorables. Cette approbation légèrement moins marquée résulte plutôt de la forte proportion de réponses 'ne sait pas' (20%), certains Européens n'ayant peut-être pas compris le terme de fonds spéculatifs.

Enfin, si **l'instauration d'une taxe sur les transactions financières** est la mesure qui recueille l'enthousiasme le plus modéré, elle compte néanmoins plus de 6 Européens sur 10 qui y sont favorables (61%). Un quart y sont opposés, peut-être parce qu'ils craignent d'être eux-mêmes soumis à cette taxe.



*-...mais l'intensité du soutien varie considérablement d'un pays à l'autre -*

Certaines propositions suscitent un réel consensus : c'est notamment le cas pour **les règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux**, et **l'augmentation de la transparence des marchés financiers**. Dans tous les Etats membres, c'est près de 70% ou plus des répondants qui sont favorables à ces deux mesures.

Le soutien est plus différencié pour trois autres mesures : **l'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques**, **la réglementation des salaires dans le secteur financier (par exemple, les bonus des traders)**, et **une supervision de plus près de ce qu'on appelle les « fonds spéculatifs »**. Une majorité de personnes interrogées y sont favorables, mais les niveaux de soutien sont plus modérés. C'est notamment le cas à Malte, pour **l'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques** (51% en faveur, contre 26% opposés).

C'est au Danemark que l'opposition à une **réglementation des salaires dans le secteur financier** est la plus forte : (62% des personnes interrogées y sont favorables, contre 31% qui y sont opposées).

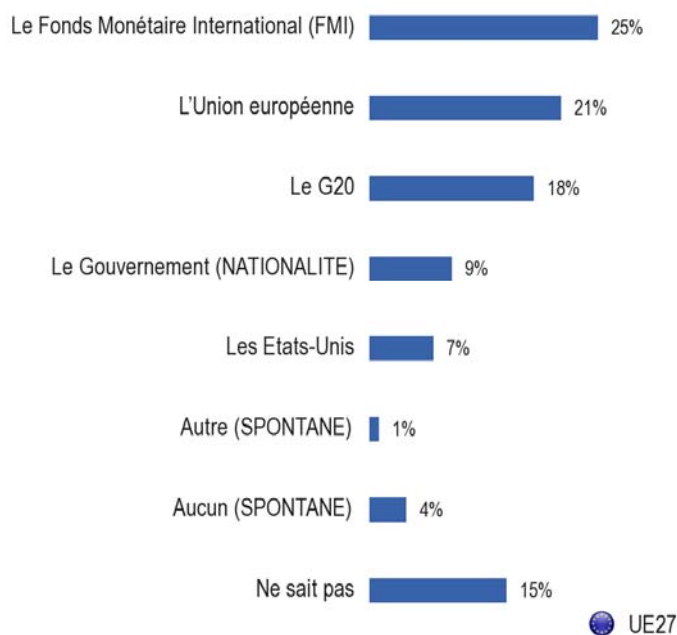
Les pays sont, en revanche, nettement plus divisés sur la question de **l'introduction de la taxe sur les transactions financières** : dans certains Etats membres, une majorité des personnes interrogées y sont même opposées. C'est notamment le cas à Malte (30% en faveur, contre 46% opposées) et aux Pays-Bas (36% contre 53%). En Suède (45% contre 46%) et au Royaume-Uni (43% contre 41%), les personnes interrogées sont très partagées.

## 1.5 Les acteurs les mieux placés pour réformer et réguler le marché financier mondial ; le rôle de l'UE dans le développement de nouvelles règles visant à réformer le marché financier mondial

*- L'Union européenne est bien placée pour réguler et réformer le marché financier mondial, juste derrière le FMI -*

Alors qu'elle apparaît comme l'acteur le mieux placé pour agir efficacement contre les effets de la crise, l'Union européenne est devancée par le FMI lorsqu'il s'agit de réguler et de réformer le système financier mondial. Un quart des Européens citent l'institution internationale basée à Washington (25%), devant l'Union européenne (21%), et le G20 (18%). Sur cette question de la réforme du marché financier mondial, le Gouvernement national est jugé moins bien placé (9%), et les Etats-Unis ferment la marche (7%).

QC9. Selon vous, parmi les suivants, qui est le mieux placé pour réglementer et réformer le marché financier mondial ?



Le FMI arrive en tête dans 12 Etats membres. Cette institution est la plus souvent citée dans les pays nordiques, notamment en Finlande (55%), au Danemark (39%), et en Suède (36%).

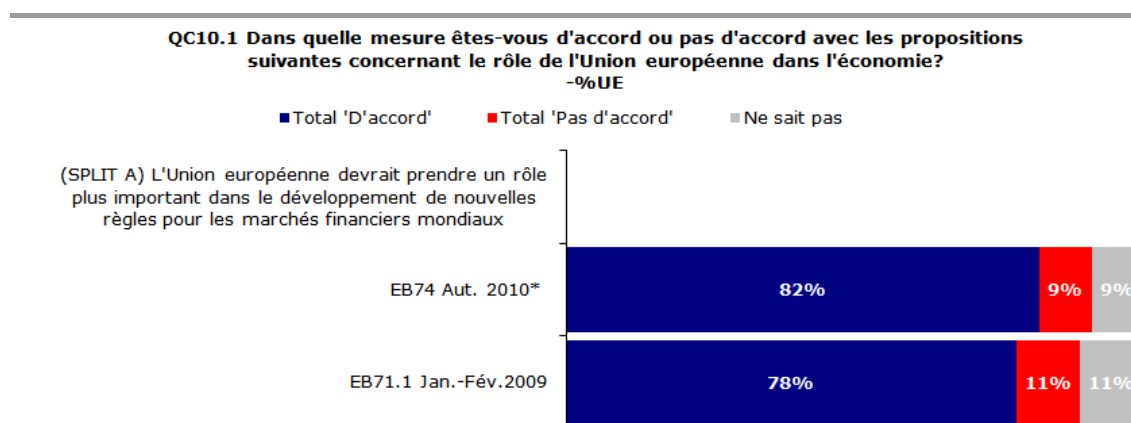
C'est également le cas dans 4 des plus grands pays de l'Union européenne : la France (33%), l'Allemagne (28%), l'Espagne (28%), et le Royaume-Uni (24%).

L'Union européenne est la première réponse citée dans 12 autres Etats membres, à commencer par la Grèce (33%) et l'Irlande (32%) : ces deux pays, en proie à des crises majeures ces derniers mois, privilégient donc l'Union européenne pour réguler et réformer le marché financier mondial.

Enfin, les personnes interrogées aux Pays-Bas (36%), en République tchèque (32%) et en Hongrie (29%) estiment que le G20 est le mieux placé.

**- Huit Européens sur dix souhaitent que l'Union européenne joue un rôle plus important dans la régulation du marché financier -**

82% des Européens sont d'accord (dont 34% *tout à fait d'accord*) pour considérer que l'Union européenne devrait jouer un rôle plus important dans le développement de nouvelles règles pour les marchés financiers mondiaux<sup>10</sup>. Cette opinion progresse même de 4 points par rapport à janvier – février 2009<sup>11</sup>.



\*Dans l'EB74, cette question n'a été posée qu'à la moitié de l'échantillon (Split A)

Cette opinion fait l'unanimité dans tous les pays de l'Union européenne, avec des niveaux d'accord variant de 93% en Belgique et à Chypre, à 65% au Royaume-Uni.

L'analyse des évolutions révèle que c'est en Irlande (81%, +15 points), en Lettonie (81%, +15), et au Portugal (82%, +14), que cette opinion a enregistré la plus forte progression.

<sup>10</sup> QC10.1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les propositions suivantes concernant le rôle de l'Union européenne dans l'économie ? 1. (Uniquement au split A) L'Union européenne devrait prendre un rôle plus important dans le développement de nouvelles règles pour les marchés financiers mondiaux - 1) Tout à fait d'accord 2) Plutôt d'accord 3) Plutôt pas d'accord 4) Pas du tout d'accord

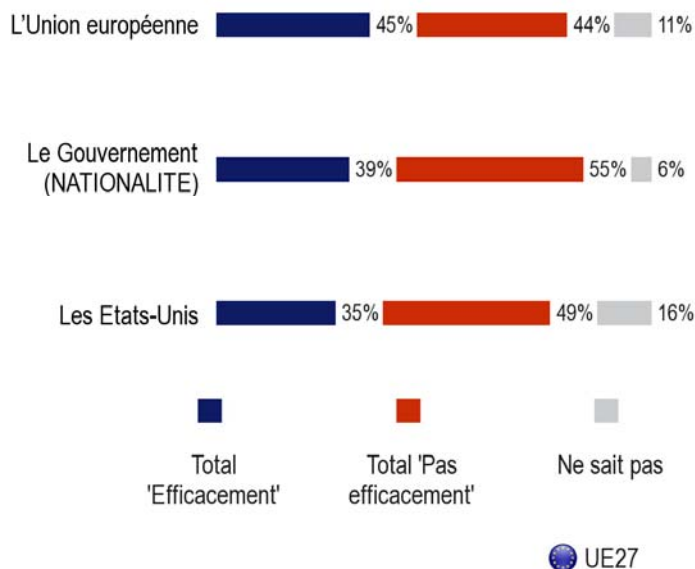
<sup>11</sup> Eurobaromètre Spécial n° 308 : *The Europeans in 2009*

## 1.6 Les différents acteurs ont-ils agi de manière efficace pour combattre la crise ?

***- Les Européens sont divisés quant à l'efficacité de l'UE depuis le début de la crise, tandis qu'une majorité de 55% se montrent plus sévères à l'égard de leur Gouvernement -***

Alors qu'une majorité absolue d'Européens estiment que leur Gouvernement n'a pas été efficace pour combattre la crise depuis son démarrage (55%, contre 39% qui jugent qu'il a été efficace), les personnes interrogées sont presque parfaitement partagées lorsqu'il s'agit d'évaluer le rôle de l'Union : 45% estiment qu'elle a agi efficacement, contre 44% qui défendent l'avis contraire. Enfin, un peu plus d'un tiers des Européens pensent que les Etats-Unis ont agi de manière efficace jusqu'à présent (35%, contre 49%).

QC11. Depuis le début de la crise économique, diriez-vous que jusqu'à maintenant, chacun des acteurs suivants a agi de manière efficace ou pas efficace pour combattre la crise ?



Si l'opinion semble partagée en ce qui concerne l'action de l'Union européenne, le détail de l'analyse nationale révèle un jugement positif dans une majorité d'Etats membres : ainsi, le sentiment que l'Union a agi efficacement pour combattre la crise remporte une majorité absolue dans 14 Etats membres<sup>12</sup> – et une majorité relative dans cinq autres pays<sup>13</sup>.

<sup>12</sup> La Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie.

<sup>13</sup> La République tchèque, l'Allemagne, l'Estonie, le Portugal et la Finlande.

A l'inverse, seuls 8 pays sont majoritairement critiques : c'est notamment le cas de la Grèce (71% « inefficace »), et de Chypre (65%). Le sentiment selon lequel l'action de l'Union a été inefficace pour combattre la crise l'emporte également dans trois des plus grands pays de l'Union européenne : l'Espagne (58%), le Royaume-Uni (54%) et la France (51%).

## 2. EUROPE 2020

### 2.1 Priorités dans le cadre des initiatives phares de la stratégie Europe 2020

En mars 2010, la Commission européenne a lancé la stratégie Europe 2020 destinée à préparer l'économie de l'UE aux enjeux de la décennie à venir en favorisant une économie européenne **intelligente, durable et inclusive**<sup>14</sup>, tout en accélérant la sortie de la crise. Pour atteindre cet objectif, sept initiatives phares ont été définies, qui doivent être mises en place de manière commune, aux niveaux européen, national et régional.

Les Européens ont été interrogés sur les domaines politiques qui devraient être, à leurs yeux, prioritaires dans le cadre de chacune des sept initiatives phares<sup>15</sup>. Il leur a d'abord été demandé de citer la priorité la plus importante à leurs yeux (*Premièrement ?*), avec une seule réponse ; puis les autres (*et ensuite ?*), avec plusieurs réponses possibles dans ce cas. L'ensemble des réponses aux deux parties de la question fournissent un classement global. Dans ce rapport, nous analysons plus particulièrement les résultats combinés (*total des réponses*), mais aussi ceux de la première priorité citée (*première réponse*).

**Les Européens, dans leurs réponses, expriment des attentes fortes dans le domaine de l'emploi, et leur attachement aux questions sociales, à l'égalité entre tous les citoyens européens, et aux questions environnementales.**

**La plupart des actions proposées pour chaque initiative phare remportent un large soutien de la part des citoyens de l'Union. Une priorité un peu moins importante est cependant accordée à certaines de ces actions.**

Le taux relativement faible de réponses 'ne sait pas' à ces questions<sup>16</sup> est frappant : les Européens ont une opinion claire quant à ces différentes initiatives et aux politiques à mettre en œuvre prioritairement pour les réaliser, ce qui, **d'une certaine manière, démontre également qu'ils les jugent pertinentes**. La question portant sur la stratégie numérique et Internet, qui enregistre un taux important de réponses 'ne sait pas' (20%), constitue ici une exception.


<sup>14</sup> Consultez <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/225> et

[http://europa.eu/press\\_room/pdf/complet\\_en\\_barroso\\_007\\_-\\_europe\\_2020\\_-\\_en\\_version.pdf](http://europa.eu/press_room/pdf/complet_en_barroso_007_-_europe_2020_-_en_version.pdf)

<sup>15</sup> QB2-QB8 D'après vous, quelle devrait être la priorité de l'Union européenne dans le domaine de *l'innovation/ les jeunes / Internet / l'énergie / l'industrie / les emplois et les compétences / la pauvreté* ? Premièrement ? Et ensuite ?

<sup>16</sup> Apparaît comme 'NSP' dans les tableaux de données

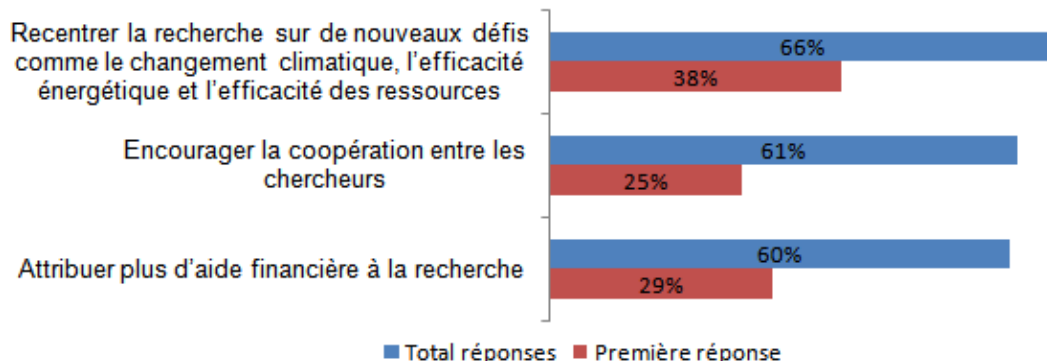
## PRIORITES DES EUROPEENS DANS LE CADRE DES SEPT INITIATIVES PHARES

		Total réponses	Première réponse
Innovation	<b>Recentrer la recherche sur de nouveaux défis comme le changement climatique, l'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources</b>	66%	38%
	Encourager la coopération entre les chercheurs	61%	25%
	Attribuer plus d'aide financière à la recherche	60%	29%
Jeunes	<b>Augmenter le nombre de jeunes ayant un emploi</b>	82%	50%
	Augmenter la qualité générale de tous les niveaux d'éducation	79%	36%
	Encourager les étudiants à faire des études dans un autre Etat membre de l'UE	37%	11%
Internet	<b>Etendre l'accès au haut débit à tous les citoyens européens</b>	57%	34%
	Développer d'avantage les services Internet aux citoyens (p.ex. E-gouvernement, la santé en ligne)	52%	23%
	Augmenter la confiance des consommateurs dans le e-commerce (acheter des biens et services en ligne)	49%	23%
Energie	<b>Promouvoir les sources d'énergie renouvelables</b>	71%	37%
	Attribuer une aide financière aux petites entreprises et aux ménages pour rendre leur consommation d'énergie plus efficace	61%	31%
	Diminuer le taux d'émission de carbone (CO2) dans le secteur du transport	61%	26%
Industrie	<b>Modifier la réglementation pour faciliter le lancement et la gestion d'une entreprise, en particulier pour les petites et moyennes entreprises</b>	67%	36%
	Profiter au maximum des opportunités de l'économie verte (p.ex. les technologies environnementales, le recyclage, l'énergie renouvelable)	61%	31%
	Restructurer les industries en difficulté	58%	26%
Emploi et compétences	<b>Promouvoir les opportunités d'éducation et de formation pour toutes les personnes en âge de travailler ("formation continue")</b>	74%	41%
	Aider les gens à s'adapter à de nouvelles conditions de travail et à de possibles changements dans leur carrière	74%	37%
	Préserver le droit des gens à travailler et vivre dans un autre pays de l'UE	46%	18%
Pauvreté	<b>Assurer la durabilité de la protection sociale et des systèmes de pensions et un meilleur accès aux systèmes de soins de santé</b>	72%	39%
	Donner aux plus vulnérables des opportunités de formation, de qualification et d'emploi innovantes	66%	32%
	Combattre la discrimination et aider les groupes à risque (comme les familles monoparentales, les femmes âgées, les minorités, les Roms, les personnes handicapées et les sans abris)	59%	25%

Les résultats des différentes initiatives sont les suivants :

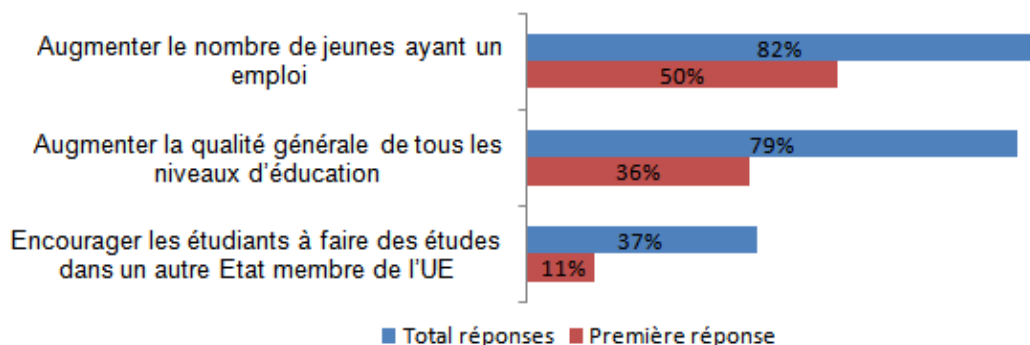
### L'innovation

Les Européens privilégient le recentrage de la recherche sur de nouveaux défis comme le changement climatique, l'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources (66%). C'est d'ailleurs cette réponse qu'ils placent assez nettement en tête lorsqu'ils choisissent leur *première priorité* (38%). Ils sont ensuite plutôt partagés entre l'encouragement pour la coopération entre les chercheurs (61%) et le fait d'attribuer plus d'aide financière à la recherche (60%).



### Les jeunes

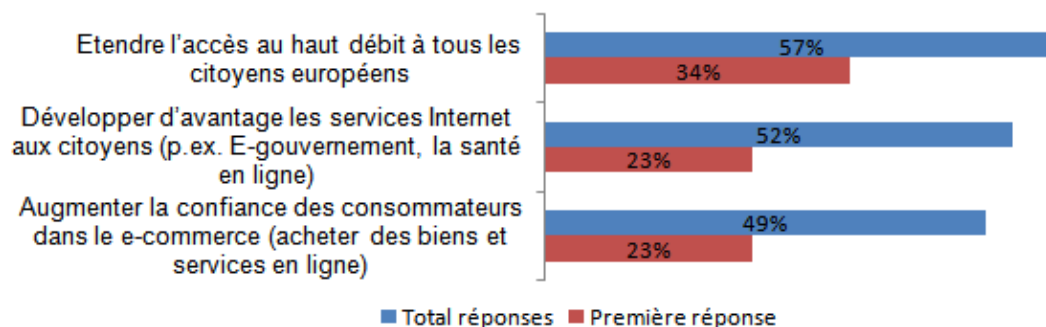
Les Européens souhaitent avant tout augmenter le nombre de jeunes ayant un emploi (82%, mais 50% de « *première réponse* »). L'augmentation de la qualité générale de tous les niveaux d'éducation est aussi fortement citée (79%), mais relativement moins en tant que *première réponse* (36%). Encourager les étudiants à étudier dans d'autres pays est, en revanche, assez nettement en retrait par rapport aux deux premières priorités (37%).





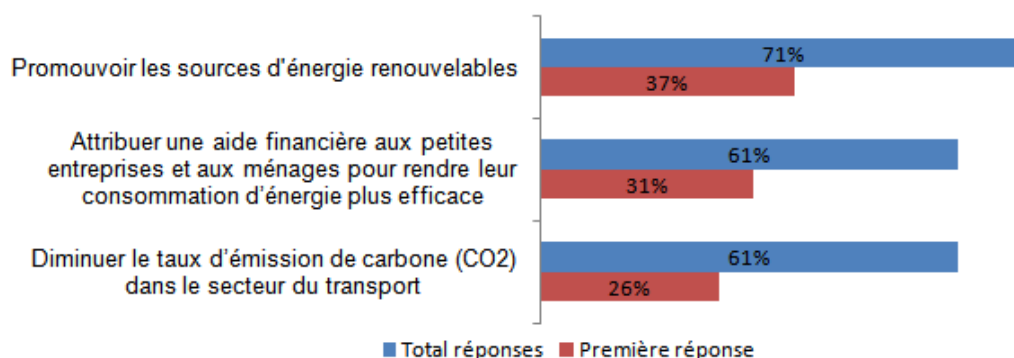
## Internet

La principale priorité est d'étendre l'accès au haut débit à tous les Européens (57%), alors que 52% souhaitent qu'on multiplie les services online, et 49% qu'on augmente la confiance des consommateurs dans l'e-commerce. Il faut par ailleurs tenir compte du fait que 20% des Européens ne se prononcent pas, ce qui engendre des niveaux de citation moins élevés que pour les autres initiatives.



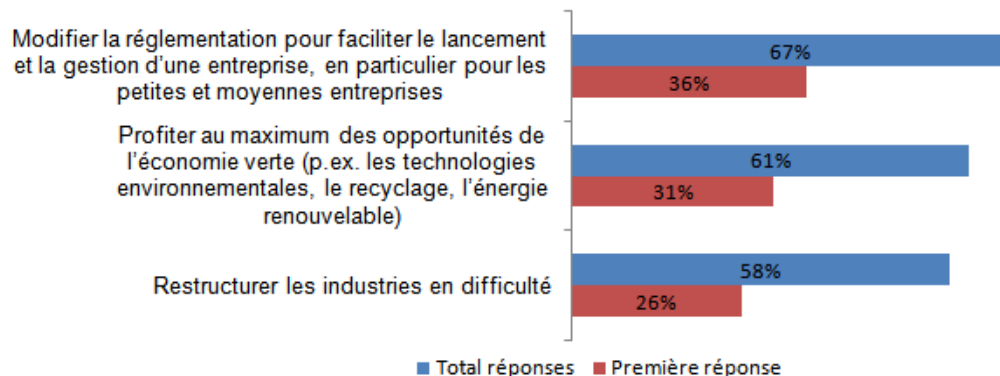
## L'énergie

Les résultats sont également assez partagés, mais la promotion des énergies renouvelables semble se démarquer légèrement des deux autres priorités, avec 71% de citation. Le soutien financier pour rendre plus vertueux les ménages et les petites entreprises dans leur consommation d'énergie et la réduction des émissions de carbone dans le secteur des transports recueillent chacun 61% de citation.



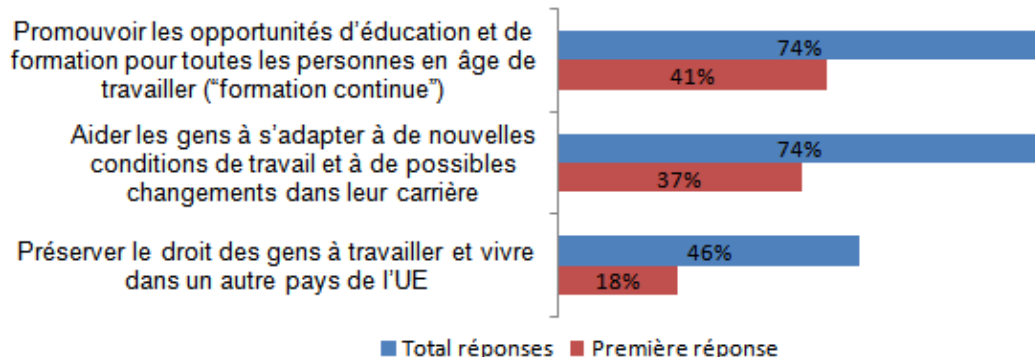
## L'industrie

Les personnes interrogées privilégient d'abord le fait de modifier la réglementation pour faciliter le lancement et la gestion d'une entreprise (67%), potentiellement créateur d'emploi. Tirer profit des opportunités offertes par l'économie verte vient en deuxième position (61%), suivi de près par la restructuration des entreprises en difficulté (58%).



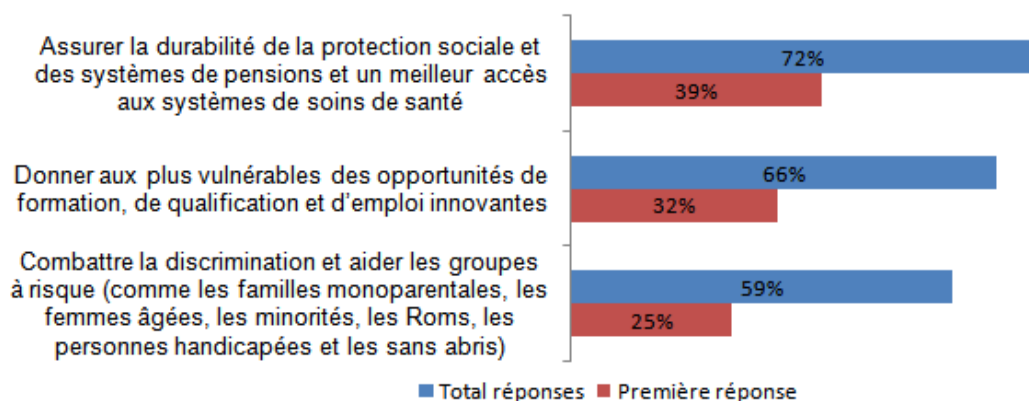
## L'emploi et les compétences

Deux priorités se détachent : les possibilités de formation continue, et l'aide aux citoyens pour une meilleure adaptation à de nouvelles conditions de travail et à de possibles changements dans leur carrière (74% chacune). Les opportunités d'éducation et de formation pour toutes les personnes en âge de travailler sont cependant légèrement plus citées en *première réponse* (41%). La préservation du droit des gens à travailler et vivre dans un autre pays de l'UE semble moins importante (46%).



## La pauvreté

Les Européens souhaitent avant tout assurer la durabilité de la protection sociale et des systèmes de pensions et un meilleur accès aux systèmes de soins de santé (72%), puis donner aux plus vulnérables des opportunités de formation et d'emploi (66%). La lutte contre la discrimination des groupes présentant le risque de tomber dans la pauvreté est légèrement en retrait (59%).



**L'analyse des résultats par pays met en évidence certaines spécificités nationales, pour chacune des initiatives :**

## L'innovation

La volonté de recentrer la recherche sur le changement climatique ou l'efficacité énergétique est particulièrement prononcée à Chypre, mais également en Finlande, en Suède et en Allemagne. Cette problématique environnementale est, d'une manière générale, particulièrement aiguë dans les pays du nord de l'Union européenne.

Les personnes interrogées aux Pays-Bas se distinguent en étant les plus nombreuses à citer la coopération entre chercheurs.

## Les jeunes

On note un soutien particulier pour l'augmentation du nombre de jeunes ayant un emploi en Finlande.

Aux Pays-Bas et en Lettonie, plus de la moitié des personnes interrogées citent *en première réponse* l'augmentation de la qualité générale de tous les niveaux d'éducation. A cet égard, on peut signaler que, d'une manière générale, les Pays-Bas se démarquent en mentionnant davantage que la moyenne européenne les priorités concernant l'éducation.

## Internet

Les fortes proportions de personnes interrogées en Hongrie et en Pologne qui prônent en premier lieu l'accès à tous au haut débit est peut être le signe d'un retard de ces pays dans ce domaine. Cette dimension est également fortement citée au Danemark et en Slovénie.

## L'énergie

Sans surprise, les pays nordiques, les Pays-Bas et l'Allemagne se distinguent en étant les plus nombreux à citer la promotion des énergies renouvelables comme *première priorité*. D'autres pays, en proie à des difficultés économiques importantes, privilégient le soutien aux PME et aux foyers pour les aider à être plus efficaces dans leur consommation d'énergie. C'est notamment le cas de l'Irlande, où 50% citent cette dimension en *première priorité*.

## L'industrie

Les pays durement frappés par le chômage<sup>17</sup> sont les plus nombreux à accorder la priorité à la facilitation des procédures de création d'entreprise. C'est notamment le cas en Lettonie, en Estonie, en Irlande, mais également en Espagne.

## Les emplois et les compétences

Les pays nordiques, les Pays-Bas et le Royaume-Uni affichent une préférence marquée pour les formations continues. A Chypre, en Grèce et en Hongrie, le premier choix des personnes interrogées va à l'aide à l'adaptation à de nouvelles conditions de travail et à de possibles changements dans la carrière.

## La pauvreté

En Lettonie, en Bulgarie et en République tchèque, une personne interrogée sur deux au moins cite *en première réponse* la pérennité du système de protection sociale et des pensions, et un meilleur accès aux soins de santé.

Sur l'ensemble de ces questions, si les variations sont parfois assez marquées entre Etats membres, **on note en revanche assez peu de différences selon le profil sociodémographique des Européens**. C'est assez frappant, dans la mesure où certaines initiatives phares de la stratégie Europe 2020 peuvent apparaître comme visant certaines catégories.

A titre d'exemple, les réponses des jeunes et celles des plus âgés sont extrêmement proches en ce qui concerne les priorités de l'Union européenne pour les jeunes : ils privilégient l'un et l'autre l'augmentation du nombre de jeunes ayant un emploi (81% des 15-24 ans et 82% des personnes plus âgées), et l'amélioration de la qualité générale de tous les niveaux d'éducation (77% des 15-24 ans et 77% des seniors). On note simplement que les plus jeunes sont un peu plus nombreux à citer le fait d'encourager les étudiants à faire des études dans un autre Etat membre de l'UE (40% des 15-24 ans et 34% des 55 ans et plus).

---

<sup>17</sup> [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_PUBLIC/3-30112010-BP/EN/3-30112010-BP-EN.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-30112010-BP/EN/3-30112010-BP-EN.PDF)

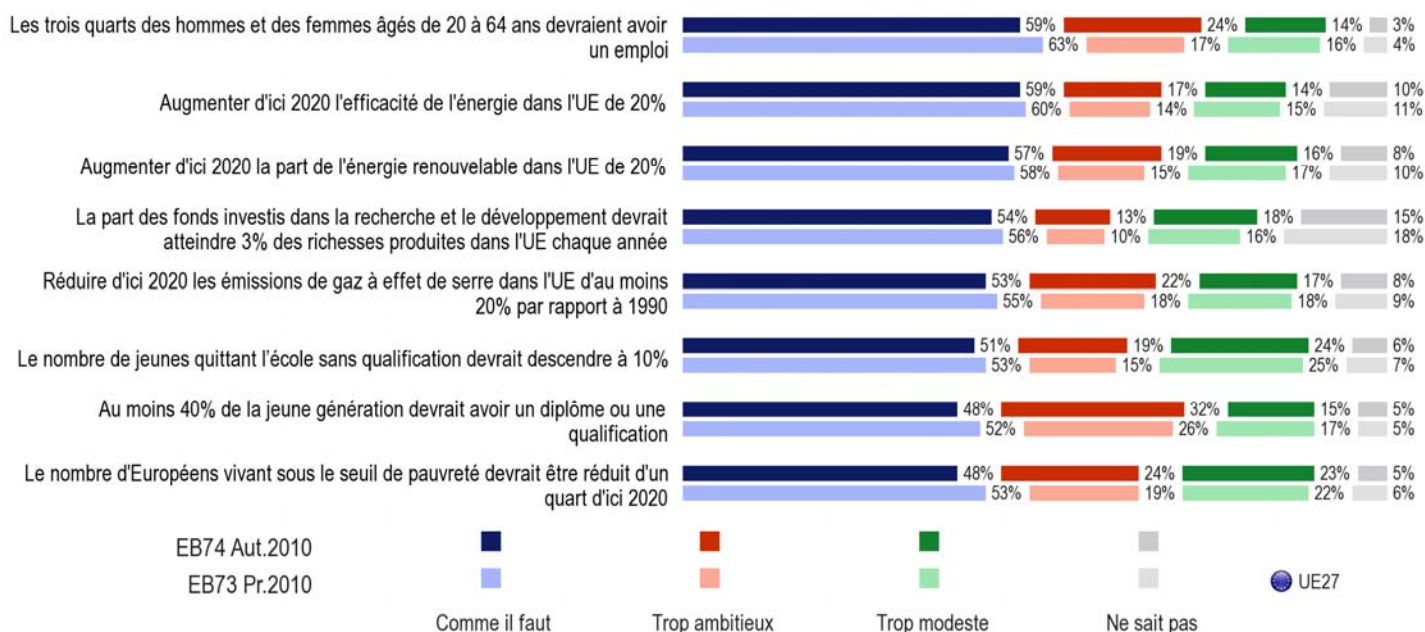
## 2.2 Opinions sur les objectifs de la stratégie Europe 2020

### - Les Européens se montrent confiants dans la réalisation des objectifs -

Afin d'orienter la stratégie Europe 2020 et de pouvoir mesurer de manière tangible sa réussite, la Commission européenne a défini un certain nombre d'objectifs chiffrés à atteindre pour 2020.

De manière générale, les huit objectifs testés semblent réalistes aux yeux des Européens : une majorité absolue d'entre eux pensent que six sont « comme il faut », tandis que les deux autres recueillent une majorité relative de 48%<sup>18</sup>. Les taux de réponses « comme il faut » enregistrés pour chaque objectif sont toutefois légèrement inférieurs à ceux de l'Eurobaromètre Standard réalisé au printemps 2010, alors que dans le même temps, la proportion de répondants estimant que ces objectifs sont trop ambitieux progresse légèrement.

QB1. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?



<sup>18</sup> QB1 En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'Union européenne d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Une analyse plus détaillée des réponses, en commençant par les **objectifs économiques et sociaux**, livre les révélations suivantes :

- 59% des Européens considèrent que l'objectif consistant à ce que **les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans aient un emploi** est réaliste (-4 points par rapport au printemps 2010), 24% le jugeant « trop ambitieux » (+7) et 14% « trop modeste » (-2).
- Faire en sorte que **la part des fonds investis dans la recherche et le développement atteigne 3% des richesses produites dans l'UE chaque année** est un objectif réaliste pour 54% des Européens interrogés (-2 points). 13% le jugent trop ambitieux (+3) et 18% trop modeste (+2).
- 48% des répondants s'accordent sur le réalisme de l'objectif visant à **réduire d'un quart d'ici 2020 le nombre d'Européens confrontés à la pauvreté** (-5 points), 24% considérant cet objectif comme trop ambitieux (+5), et 23% comme trop modeste (+1).

En ce qui concerne **les objectifs de développement durable** :

- 59% des personnes interrogées estiment que l'objectif visant à **augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%** est réaliste (-1 point), 17% le considérant comme trop ambitieux (+3) et 14% comme trop modeste (-1).
- L'objectif consistant à **augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'Union de 20%** est jugé réaliste par 57% des Européens (-1 point), 19% le jugeant trop ambitieux (+4) et 16% trop modeste (-1).
- 53% des Européens pensent que l'objectif consistant à **réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990** est réaliste (-2 points), 22% le jugeant trop ambitieux (+4) et 17% trop modeste (-1).

Enfin, à propos des **objectifs éducatifs** :

- 51% d'Européens jugent également réaliste de faire en sorte que **le taux de jeunes qui quittent l'école sans qualification ne soit pas supérieur à 10%** (-2 points), 24% estimant que cet objectif est trop modeste (-1) et 19% trop ambitieux (+4).
- Enfin, l'objectif consistant à ce qu'**au moins 40% de la jeune génération ait un diplôme ou une qualification** est considéré comme réaliste par 48% des Européens (-4 points), 32% le jugeant trop ambitieux (+6) et 15% trop modeste (-2). De tous les objectifs testés, c'est, de loin, celui qui enregistre la plus forte proportion d'Européens le percevant comme « trop ambitieux ».

**Les objectifs restent donc réalistes pour une nette majorité d'Européens, mais le pourcentage de ceux qui craignent qu'ils soient difficiles à atteindre progresse par rapport au sondage précédent.** A cet égard, on note d'ailleurs qu'alors qu'au printemps 2010, les Européens qui estimaient ces objectifs « trop modestes » étaient plus nombreux que ceux qui les jugeaient au contraire « trop ambitieux » pour cinq objectifs sur les huit testés, c'est désormais le cas pour deux d'entre eux seulement : celui qui vise à ce que la part des fonds investis dans la recherche et le développement atteigne 3% des richesses produites dans l'Union chaque année, et celui de diminuer le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification à 10%. La persistance de la crise économique qui renforce les représentations et anticipations pessimistes explique sans doute cette évolution.

**On relève quelques spécificités nationales :** ainsi, c'est en Italie que le réalisme de tous ces objectifs est le plus largement perçu par l'opinion : la réponse « comme il faut » y dépasse de 10 points ou plus la moyenne européenne pour tous les objectifs testés.

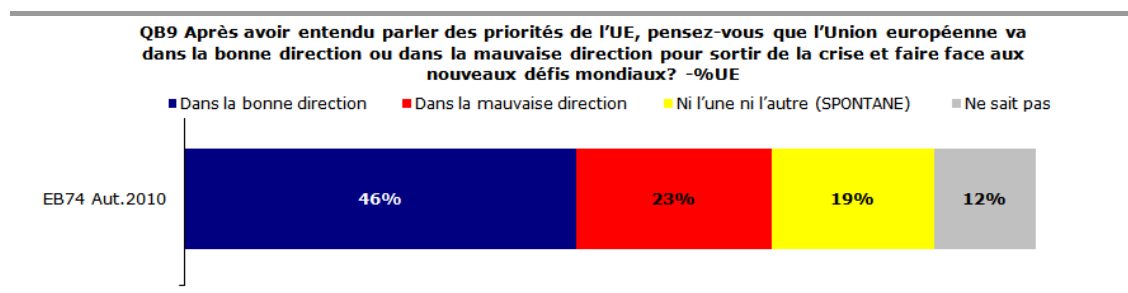
La Grèce se distingue par un pessimisme assez prononcé sur le réalisme des objectifs, avec un pourcentage de répondants les estimant trop ambitieux de 10 points ou plus au-dessus de la moyenne européenne, pour la moitié des objectifs testés, et notamment les trois objectifs économiques et sociaux.

A l'inverse, la Belgique, la France, le Luxembourg (pour quatre objectifs sur huit), et la Suède (pour cinq objectifs sur huit) expriment plus fortement que les autres le sentiment selon lequel ces objectifs ne vont pas assez loin, avec une réponse « trop modeste », dépassant d'au moins 10 points la moyenne européenne.

Enfin, l'Allemagne se démarque assez nettement sur un point : 61% des personnes interrogées jugent en effet que l'objectif consistant à ce qu'au moins 40% de la jeune génération ait un diplôme ou une qualification en 2020 est « trop ambitieux », pour 32% au niveau de la moyenne européenne.

## 2.3 L'Union va-t-elle dans la bonne direction ?

La majorité des Européens soutiennent la stratégie mise en place par l'Union européenne pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis : ils estiment au final que l'Union européenne va dans la bonne direction à cet égard (46%). Un peu moins d'un quart pensent qu'elle va dans la mauvaise direction (23%), tandis que 19% répondent spontanément « ni l'un ni l'autre »<sup>19</sup>.



On observe une différence entre les pays de la zone euro et les autres : le sentiment selon lequel l'Union européenne va dans la bonne direction est plus marqué dans les pays n'ayant pas adopté la monnaie unique européenne (53%, contre 21% qui jugent qu'elle va dans la mauvaise direction), que dans les pays de la zone euro (43%, contre 23%)<sup>20</sup>.

Les différences nationales sont plus prononcées encore : **dans dix-sept Etats membres, une majorité absolue de répondants estiment que l'Union va dans la bonne direction**, dont environ deux tiers des personnes interrogées en Pologne, en Bulgarie, en Slovaquie et en Suède ; tandis que moins de quatre citoyens sur dix partagent cette opinion en Espagne, au Royaume-Uni, en Italie, au Portugal et en Grèce. Dans ce dernier pays, c'est même l'opinion contraire qui domine (45% pensent que l'Union va dans la mauvaise direction, contre 32% qui pensent qu'elle va dans la bonne direction).

Les facteurs sociodémographiques jouent un rôle important dans la structuration des opinions sur la direction suivie par l'Union pour sortir de la crise. On est ainsi d'autant plus enclin à juger que l'Union va dans la bonne direction qu'on est jeune, aisé, diplômé et qu'on occupe une bonne position dans la stratification sociale. 53% des 15-24 ans, 54% de ceux qui ont poursuivi leurs études après 19 ans, 53% des cadres, 51% de ceux qui disent n'avoir quasiment jamais de difficultés à payer leurs factures et 56% de ceux qui se situent en haut de l'échelle sociale considèrent que l'Union va dans la bonne direction ; en comparaison de 42% des 55 ans et plus, 34% de ceux qui ont arrêté leurs études avant 16 ans, 40% des chômeurs, 33% de ceux qui avouent éprouver des difficultés régulières à payer leurs factures et 41% de ceux qui s'auto-positionnent dans le bas de l'échelle sociale.

<sup>19</sup> QB9 Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'Union européenne va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

<sup>20</sup> L'Estonie n'est pas intégrée dans la zone euro pour ce qui est des résultats de cette étude, puisqu'elle a été menée avant l'accession de ce pays à la zone euro.



## Conclusion

Cette enquête Eurobaromètre a été réalisée au moment où l'Irlande, confrontée à une grave crise financière, demandait le soutien de l'Union européenne et du FMI pour sortir son système bancaire de la zone de turbulences. Par ailleurs, d'autres pays voient leurs perspectives économiques s'améliorer. L'analyse des résultats de cette enquête doit tenir compte de ce contexte : derrière la stabilité apparente de certains indicateurs se cachent parfois des situations et des évolutions très différentes d'un pays à l'autre.

Les principaux enseignements de cette enquête sont les suivants :

- ♦ **Au niveau européen, le sentiment selon lequel le pire est passé en ce qui concerne l'impact de la crise sur l'emploi gagne du terrain, mais reste minoritaire.** Au niveau national, cette opinion s'améliore de manière spectaculaire dans certains pays, mais se dégrade tout aussi fortement dans d'autres. Cela reflète assez bien la variété de situations économiques dans lesquelles se trouvent les différents Etats membres.
- ♦ **L'Union européenne reste le meilleur acteur capable d'agir efficacement pour combattre les effets de la crise économique,** devant les Gouvernements nationaux, le G20 et le FMI. L'Union européenne est la première réponse dans 18 Etats membres.
- ♦ Une large majorité d'Européens souhaiteraient voir **davantage de coordination** entre les Etats membres, dans l'Union européenne et au sein de la zone euro.
- ♦ Ils estiment également que les diverses mesures que pourrait adopter l'Union européenne pour superviser de plus près les banques ou les établissements financiers et pour réformer les marchés financiers mondiaux seraient efficaces ou appropriées.
- ♦ Aux yeux des citoyens européens, deux institutions sont les mieux placées pour mener la réforme du système financier mondial, à savoir le FMI et l'Union européenne. Cette dernière remporte la préférence dans 12 Etats membres, dont la Grèce et l'Irlande.
- ♦ Une majorité relative d'Européens estiment enfin que depuis le démarrage de la crise, **l'Union européenne a agi efficacement** pour la combattre. C'est d'ailleurs l'opinion majoritaire dans 19 Etats membres.

\* \* \*

Interrogés ensuite sur l'avenir, et plus spécifiquement sur les options prises par l'Union européenne pour préparer l'économie européenne aux défis de la décennie à venir, les Européens apprécient également la direction prise par l'Union européenne pour l'avenir : la stratégie Europe 2020 suscite le soutien d'une majorité d'entre eux.

- ◆ La plupart des actions qui pourraient être prises dans le cadre des 7 initiatives phares de la stratégie Europe 2020 sont citées par plus d'un Européen sur deux. Dans leurs réponses, les Européens montrent une préoccupation importante pour l'emploi, mais aussi leur attachement aux questions sociales, à l'égalité entre tous les citoyens européens, et aux questions environnementales
- ◆ La majorité des Européens sont confiants dans la faisabilité des objectifs chiffrés définis dans le cadre de la stratégie Europe 2020. Cependant, le pourcentage de ceux qui craignent qu'ils soient difficiles à atteindre progresse, parfois de manière importante.
- ◆ Une majorité d'Européens soutiennent la stratégie mise en place pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis : ils estiment que l'Union européenne va dans la bonne direction. Moins d'un quart seulement sont d'un avis contraire.

## Spécifications techniques

Entre le 11 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre 2010, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 74.2 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Speechwriting ».

L'EUROBAROMETRE 74.2 est un « EUROBAROMETRE STANDARD » et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 74 a été conduit également dans les quatre pays candidats (la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et l'Islande) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.003	11/11/2010	01/12/2010	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.000	12/11/2010	22/11/2010	6.584.957
CZ	Rép. tchèque	TNS Aisa	1.024	12/11/2010	25/11/2010	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.049	11/11/2010	27/11/2010	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.609	12/11/2010	28/11/2010	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.000	12/11/2010	29/11/2010	916.000
IE	Irlande	MRBI	1.007	11/11/2010	25/11/2010	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	11/11/2010	25/11/2010	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.001	15/11/2010	28/11/2010	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.036	12/11/2010	29/11/2010	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.019	12/11/2010	24/11/2010	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	504	11/11/2010	28/11/2010	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.003	12/11/2010	28/11/2010	1.448.719
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.005	12/11/2010	28/11/2010	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	513	11/11/2010	27/11/2010	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.031	12/11/2010	28/11/2010	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	12/11/2010	27/11/2010	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.040	12/11/2010	27/11/2010	13.288.200
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.000	11/11/2010	28/11/2010	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	12/11/2010	28/11/2010	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.018	19/11/2010	29/11/2010	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.001	12/11/2010	25/11/2010	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.004	11/11/2010	28/11/2010	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.031	12/11/2010	28/11/2010	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.005	11/11/2010	29/11/2010	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.020	12/11/2010	30/11/2010	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.300	12/11/2010	30/11/2010	51.081.866
TOTAL UE27			26.723	11/11/2010	01/12/2010	406.834.359
IS	Islande	Capacent	501	12/11/2010	29/11/2010	252.277
CY(tcc)	Communauté chypriote turque	Kadem	500	12/11/2010	28/11/2010	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	12/11/2010	28/11/2010	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	11/11/2010	29/11/2010	52.728.513
MK	Ancienne Rép. De Macédoine	TNS Brima	1.056	13/11/2010	21/11/2010	1.678.404
TOTAL			30.780	11/11/2010	01/12/2010	465.386.179

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points